

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Stage de Formation – C.R.D.P. Orléans

Jeudi 9 Avril 2009

TRANSPOSITION DIDACTIQUE

« Croissance et développement durable »

SOMMAIRE DU DOSSIER

1. Le développement durable et nos programmes
 - 1.1 Classe de seconde
 - 1.2 Classe de Première
 - 1.3 L'option de Première
 - 1.4 Classe de Terminale
 - 1.5 L'E.C.J.S.
 - 1.6 Les T.P.E.
 - 1.7 L'E.E.D.D.
2. Échanges sur nos pratiques respectives.
3. Références bibliographiques proposées par Madame V. Boisvert.
4. Références bibliographiques complémentaires
5. Quelques ressources en ligne.
6. Les fiches-fondamentaux
 - 6.1 Le développement durable
 - 6.2 Croissance et développement durable
7. Deux sujets de dissertation : Pondichéry 2007 et Polynésie française 2006
8. Deux fiches de lectures
 - 8.1 Franck-Dominique VIVIEN, *Le développement durable*, La découverte 2005, coll. Repères
 - 8.2 Christian SCHNAKENBOURG et Alfredo SUAREZ, *Commerce mondial et développement durable*, Hachette Supérieur, 2008, 11,60 €

1. Le développement durable et nos programmes.

1.1. En classe de Seconde :

- ⇒ « La diversité des organisations et leurs objectifs » : en utilisant l'exemple d'une association ou d'une O.N.G. de protection de l'environnement ou de solidarité
- ⇒ « La production dans l'entreprise » : produire nécessite l'utilisation de consommations intermédiaires, y compris des ressources non renouvelables
- ⇒ « Consommation et mode de vie » : une consommation (éco)responsable ou éthique...

1.2 En classe de première : Essentiellement dans la deuxième partie du programme « la régulation économique et sociale »

- ⇒ « Représentation du fonctionnement de l'économie » : quelle mesure du PIB ? Un PIB vert ?
- ⇒ « Marché et Société », « Rapport marchand et ordre social » : Le marché des droits à polluer et la marchandisation du monde, la distribution et l'échange de droit de propriété.
- ⇒ « Les mécanismes de marché » : l'effet d'une écotaxe sur les prix et quantités d'équilibre, l'effet de la hausse (baisse) des prix du fait de l'achat (vente) de droits à polluer.
- ⇒ « L'entreprise et les marchés » : le développement durable peut devenir un outil de différenciation des produits
- ⇒ « Les limites du marché » : La nécessité de règles juridiques pour encadrer le marché, illustration avec les quotas d'émission, les écotaxes...
- ⇒ « Les fondements de l'intervention des pouvoirs publics » : La question de la protection de l'environnement peut être abordée avec les notions d'externalités et de biens collectifs.

1.3 L'option de première

- ⇒ « pouvoir politique et régulation sociale, droit et régulation sociale » : la relation entre les normes sociales et juridiques en matière de développement durable.
- ⇒ « participation politique et citoyenneté, mobilisation et action collective » : illustration de la participation non conventionnelle (manifestations de soutiens aux « sans », saccages anti-OGM...)

1.4 En classe de Terminale

- ⇒ Dans l'introduction, le lien croissance et développement
- ⇒ « Sources et limites de la croissance » : l'utilisation de ressources non renouvelables, l'idée d'un progrès technique qui permet d'éviter l'épuisement des ressources naturelles ou de substituer du capital technique au capital naturel, la croissance une solution ou une limite au développement durable ?
- ⇒ « Idéal démocratique et inégalité » : la relation développement durable, égalité, équité, justice sociale (ex : le commerce équitable)
- ⇒ « la diversification des objets et des formes de l'action collective » : illustration des N.M.S., illustration de leur institutionnalisation.
- ⇒ « Commerce international, croissance et développement » : une division du travail qui laisse les activités polluantes et la pauvreté dans les PED
- ⇒ « Stratégies internationales des entreprises » : le développement durable et différenciation des produits, développement durable et compétitivité hors-prix.
- ⇒ « Mondialisation, évolution sociales et culturelles et régulation » : l'application de normes sociales et environnementales à l'échelle mondiale.
- ⇒ « Les nouveaux cadres de l'action publique » : le questionnement d'une prise en compte européenne du développement durable ?

1.5 l'E.C.J.S.

- ⇒ En Première : dans le thème « Exercice de la citoyenneté et devoirs du citoyen », les devoirs du citoyen face à l'engagement humanitaire, l'engagement environnemental...
- ⇒ En Terminale : dans les thèmes « la citoyenneté et l'évolution des sciences et des techniques » (ex : quelles limites au progrès technique ?, la question des O.G.M...) et « la citoyenneté et les exigences renouvelées de justice et d'égalité » (ex : quel partage des richesses au niveau planétaire), « la citoyenneté et les formes de mondialisation » (ex : l'environnement : une responsabilité planétaire, quelle gouvernance mondiale...)

1.6 les T.P.E. :

- ⇒ dans le thème « l'Homme et la nature » : les interventions sur la nature, les limites de l'intervention, le « retour à la nature »
- ⇒ dans le thème « la consommation » : culture et consommation, ressources et consommation

1.7 l'E.E.D.D.

Le B.O. n°28 du 15 juillet 2004 lance la généralisation de l'éducation à l'environnement pour un développement durable. La sensibilisation des élèves aux grands enjeux du développement durable doit concerner tous les établissements et tous les enseignements.

2. **Échanges sur nos pratiques respectives**

Comme il est possible d'aborder le thème du développement durable dans de nombreuses parties de nos programmes : où est-il le plus judicieux de l'aborder ? Jusqu'où aller ? Quel temps y consacrer ? Quels supports pédagogiques ?

3. **Les références bibliographiques proposées par Madame Boisvert :**

- ⇒ CMED (1988), *Notre avenir à tous*, éditions du Fleuve
- ⇒ Daly H. et Townsend K. 1993, *Valuing The Earth : Economics, Ecology, Ethics*, Cambridge, Mass, London MIT Press
- ⇒ Martinez-Alier J. (1990), *Ecological Economics : Energy, Environment and Society*, Oxford Basil Blackwell.
- ⇒ Meadows D. et al. 1972, *Halte à la croissance ?*, Paris, Fayard
- ⇒ Passet R. (1996), *L'économie et le vivant*, Paris, Payot
- ⇒ Vivien F.D., *Le développement soutenable*, Paris, La découverte 2005, coll. Repère

4. Des références bibliographiques complémentaires

- ⇒ VIVIEN F.D., *Le développement soutenable : progrès, insuffisances et besoins futurs*, in Cahiers Français n°347, novembre-décembre 2008
- ⇒ Alternatives économiques, *le développement durable*, H.S. n°63 de 12/2004
- ⇒ Alternatives économiques, *l'état du développement durable en France*, pratiques n°34, de 06/2008
- ⇒ Cahiers Français, *développement et environnement*, n°337, mars-avril 2007
- ⇒ FITOUSSI Jean-Paul et LAURENT Eloi, « *la nouvelle écologie politique* », *Économie et développement humain*, République des Idées, 2008
- ⇒ Christian SCHNAKENBOURG et Alfredo SUAREZ, *Commerce mondial et développement durable*, Hachette Supérieur, 2008, 11,60 €

5. Des ressources en ligne.

- ⇒ http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ECOFRA08c.PDF

Ce dossier récent de l'INSEE présente les réflexions sur la construction d'indicateurs du développement durable.

- ⇒ <http://www.ecologie.gouv.fr/-Developpement-durable-.html>

Le site du ministère de l'écologie et du développement durable, les grands principes, des exemples, les orientations

- ⇒ <http://www.bluenext.eu/>

Le site officiel du marché parisien Bluenext de la tonne de carbone, cotation en continu, historique des cours...

- ⇒ <http://www.mediaterre.org/>

Un site en français pour avoir une vision mondiale du développement durable.

- ⇒ <http://www.wto.org/indexfr.htm>

Le site de l'OMC, des informations sur le lien entre commerce international et développement durable, le rôle que peut jouer l'OMC, et les rapports de l'OMC.

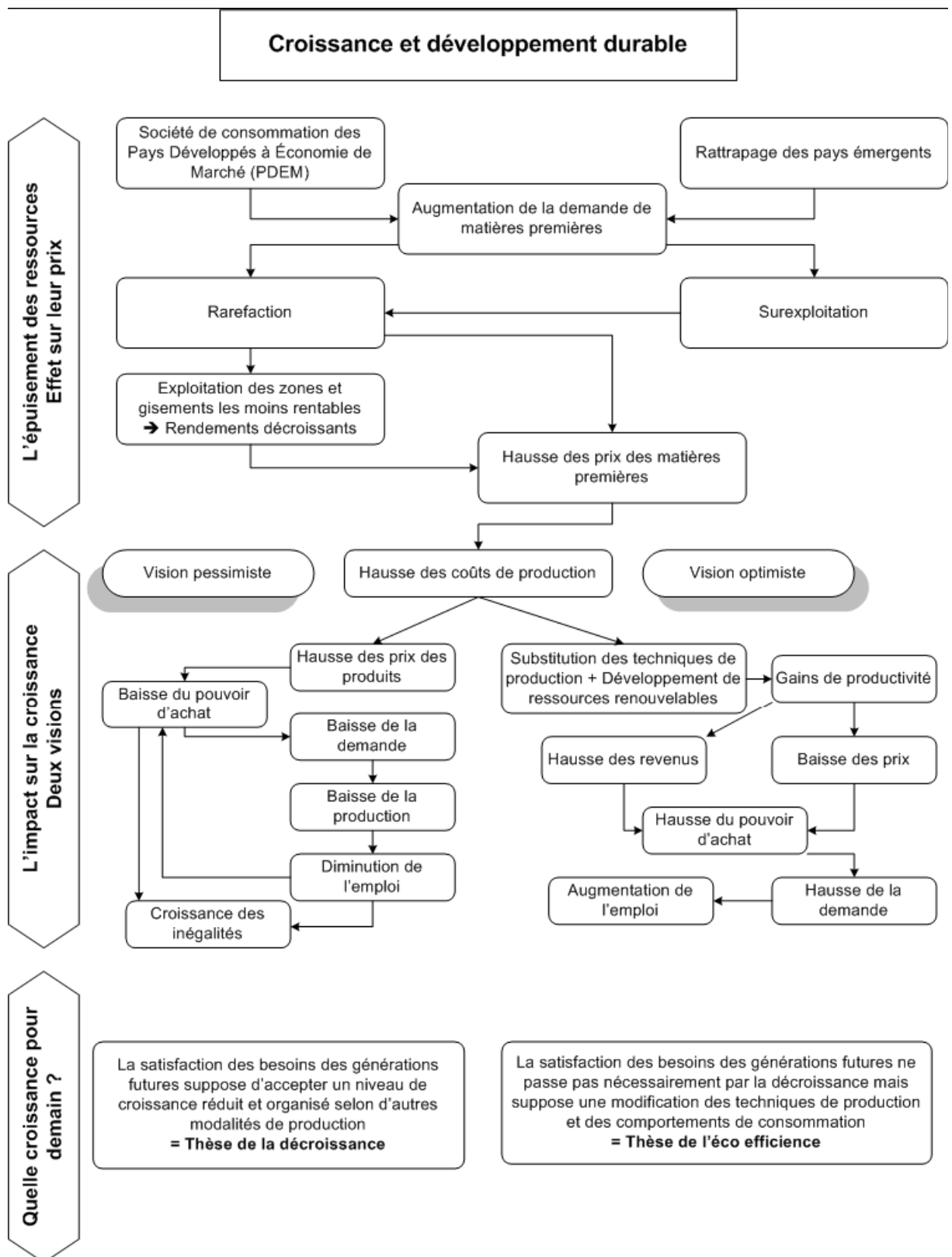
Le développement durable

<p>Notions liées</p> <p>Développement Croissance / limites de la croissance, décroissance Externalités négatives / positives Mondialisation, normes environnementales Inégalités Régulation internationale Commerce équitable</p>	<p>Définition</p> <p>« Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs (rapport BRUNDTLAND 1987).</p>	<p>Problématiques</p> <p>1. Croissance, développement, développement durable La croissance peut-elle être compatible avec un développement durable ? (Voir fiche n° 6) Le développement des PED est-il compatible avec une logique de développement durable ? 2. Le développement durable n'a-t-il que des avantages ? Pourquoi les PED ne sont-ils pas nécessairement favorables à une logique de développement durable ? 3. La croissance peut-elle être une solution aux problèmes environnementaux ?</p>		
<p>Eléments factuels</p> <p>1. Le protocole de Kyoto (signature en 1997, entrée en vigueur février 2005) objectif : réduction des gaz à effet de serre de 5,2% d'ici 2012 par rapport au niveau de 1990 2. Instauration d'un marché des droits à polluer ou permis d'émission de différents gaz polluants. 3. Mise en place d'écotaxes. 4. Exemple du Grenelle de l'environnement en France.</p>				
<p>Mécanismes</p> <p>Les différents moyens mis en oeuvre pour atteindre le développement durable</p> <p>1. Mécanismes d'incitations/déincitations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Principe du pollueur-payeur : Ecotaxes ; - Incitations fiscales et juridiques en faveur du commerce équitable et d'une consommation responsable. <p>2. Le recours au marché : permis d'émission sur la production</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter le volume global de la pollution ; - en s'appuyant sur une redistribution entre pays ou producteurs <p>Technologies propres → Production moins polluante → vente de permis d'émission → baisse des coûts de production → baisse des prix → hausse de la demande → Rentabilisation de l'investissement initial. Les productions de biens ou de services faiblement polluantes sont privilégiées.</p>				
<p>Décomposition</p> <p>Les trois dimensions du développement durable :</p> <p>1. environnementale : Développement qui préserve les ressources et l'environnement</p> <p>2. socio-économique : Développement qui repose sur un mode de production permettant la satisfaction des besoins de chacun</p> <ul style="list-style-type: none"> - inter génération - intra génération <p>3. éthique : Développement qui respecte une égalité sociale : réduction des inégalités Nord/sud, des inégalités hommes/femmes...</p>				
<p>Mesure</p> <p>Parmi les indicateurs, on peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evolution des quantités de gaz à effet de serre émis. - Mesures d'inégalités dans l'accès aux ressources (exemples : eau potable). - Empreinte écologique : mesure en hectares de la surface nécessaire pour produire les ressources consommées par une population et absorber ses déchets 				

6. Les fiches fondamentaux qui concernent ce thème

6.1 Le développement durable

6.2 Croissance et développement durable

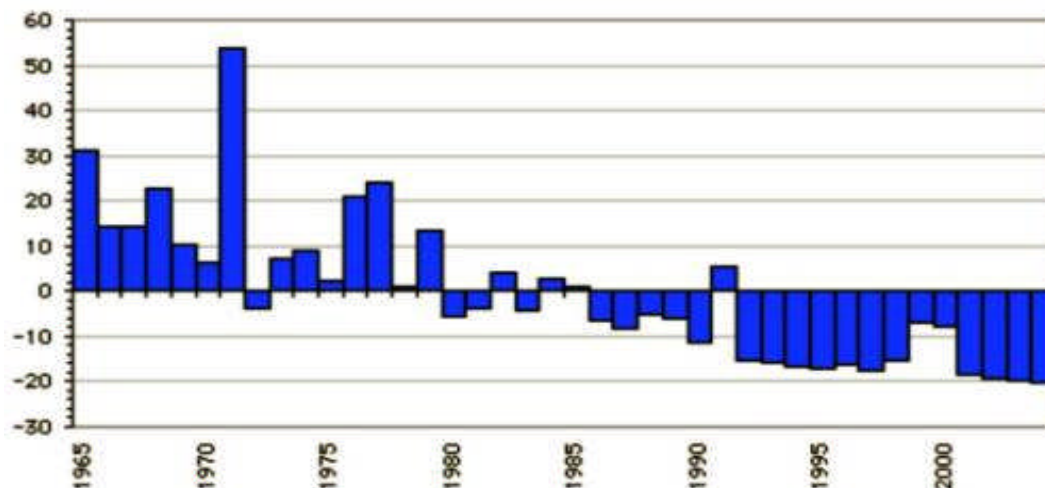


Deux sujets de dissertation

7.1 Le sujet de Pondichéry 2007

Sujet : Une croissance élevée est-elle compatible avec un développement durable ?

Document 1 : Différence annuelle entre les découvertes de réserves de pétrole, et la consommation de pétrole (en milliards de barils)



Source : Association for the Study of Peak Oil and Gas, Association pour l'étude du pic de pétrole et de gaz), <http://www.wolfatthedoor.org.uk/francais/Octobre 2006>.

Document 2

Si le monde disposait seulement d'une offre fixe de ressources naturelles non renouvelables, comment les générations futures pourraient-elles satisfaire leurs besoins ? L'exemple typique est celui du pétrole. Lorsque la quantité disponible sera épuisée, les générations vivant à ce moment-là devront s'en passer et auront un niveau de vie moins élevé.

Malgré le caractère presque évident de ces arguments, des économistes répondent que le progrès technique donne souvent des moyens de dépasser ces limites. Si on compare l'économie d'aujourd'hui à l'économie du passé, on peut observer que la manière d'utiliser les ressources naturelles s'est modifiée, parfois dans le sens d'une amélioration. Les voitures consomment moins, les maisons neuves ont des performances énergétiques supérieures. L'extraction du pétrole est plus efficace. Le développement d'énergies alternatives permet de substituer des ressources renouvelables à des ressources non renouvelables. [...]

Toutes les politiques visant au développement des énergies renouvelables, à encourager les logements « basse énergie », etc. s'inspirent de cette logique, et donnent un « coup de pouce » au progrès technique pour assurer un développement durable.

Source : Guillaume GIRMENS, « Développement durable et principes économiques », *IDEES, la revue des sciences économiques et sociales*, 144, juin 2006.

Document 3

Croissance économique entre 1988 et 2007

En % par an	1988-1997	1998-2007
Économies avancées	2,9	2,6
Pays émergents et en développement	4,1	5,8
Chine	9,9	8,9
Inde	5,9	6,5
Monde	3,4	4,1

Source : Fonds Monétaire International, *Perspectives de l'économie mondiale*, 2006.

Document 4

Le protocole de Kyoto, ouvert à ratification le 16 mars 1998, est entré en vigueur en février 2005. Il a été ratifié à ce jour par 156 pays, mais ni par les États-Unis, ni par l'Australie. [...]

Le protocole de Kyoto repose sur un principe relativement simple : les pays développés et en transition se sont engagés sur un objectif global de réduction de leurs émissions de Gaz à effet de serre de 5,2 % en 2008-2012 par rapport au niveau de 1990. Cet objectif global a ensuite été décliné en objectifs individuels par pays en fonction de leurs projections de croissance des émissions (en forte hausse ou en stabilisation), de leur capacité financière, mais aussi de leur engagement politique sur la question du climat : certains pays ont des objectifs à la baisse (-8 % pour l'Union européenne, -6 % pour le Japon) et d'autres en stabilisation (0 % pour la Russie). Les États-Unis, qui avaient décidé de ne pas ratifier le protocole, avaient un objectif de -7 %. Si l'on considère l'ensemble des pays développés, l'objectif de -5,2 % fixé par le protocole représente en réalité une diminution de 20 % par rapport au niveau d'émissions anticipé pour 2010 si aucune mesure de contrôle n'avait été adoptée. Les engagements de réduction sont donc loin d'être négligeables.

Source : Aurélie VIEILLEFOSSE, « Que faire après Kyoto ? Les principaux enjeux », Revue d'économie financière, 83, mars 2006.

Document 5

Intensité énergétique

En tonnes d'équivalent pétrole / PIB	1973	1979	1986	1998
OCDE – Amérique du Nord	0,40	0,37	0,30	0,27
OCDE - Pacifique	0,14	0,13	0,11	0,12
OCDE - Europe	0,24	0,23	0,20	0,17
France	0,18	0,17	0,16	0,15
Asie	0,25	0,26	0,24	0,26

Note : dans ce document, l'intensité énergétique mesure la quantité d'énergie nécessaire pour produire 1000 dollars de PIB en dollars de 1999. Ainsi, en 1973, pour produire 1000 dollars de PIB, on avait besoin en France d'une énergie équivalente à 0,18 tonne de pétrole, alors qu'en 1998, pour produire la même quantité de PIB, il ne fallait plus que l'équivalent de 0,15 tonne de pétrole.

Source : Joël MAURICE, *Le prix du pétrole*, Rapport du Conseil d'Analyse Économique, La Documentation Française, 2001.

Document 6

L'empreinte écologique d'une population est la surface totale de terre productive ou d'espace marin nécessaire pour produire l'ensemble des récoltes, de la viande, des produits marins, du bois et des fibres qu'elle consomme, pour subvenir à ses besoins en énergie et pour offrir l'espace nécessaire à la construction de ces infrastructures. Alors que le consommateur africain ou asiatique moyen disposait de moins d'1,4 hectare par personne en 1999, l'empreinte de l'européen occidental moyen atteignait les 5 hectares et celle du Nord américain moyen était de près de 9,6 hectares. L'empreinte écologique du consommateur moyen était de 2,3 hectares par personne en 1999, soit 20% au-dessus de la capacité biologique de la Terre qui est de 1,90 hectare par personne. En d'autres termes, l'humanité dépasse désormais la capacité de la Terre à subvenir à ses besoins en ressources renouvelables. Nous pouvons temporairement maintenir ce déséquilibre en puisant dans le capital de la terre en forêts, poissons, et sols fertiles. Nous rejetons également nos émissions excessives de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Aucun de ces deux comportements n'est soutenable sur le long terme ; la seule solution durable est de vivre dans les limites des capacités productives biologiques de la planète.

Source : WWF, Résumé du Rapport *Planète vivante*, 2002.

SUJET

Peut-on concilier croissance économique et développement durable ?

DOCUMENT 1

Pour fabriquer le même produit (une voiture par exemple), la Chine consomme dix fois plus d'énergie que le Japon et les Etats-Unis ; pour produire une tonne de légumes, la Tunisie gaspille dix fois plus d'eau que l'Italie. (...)

C'est en mettant en œuvre une coopération renforcée et de véritables transferts de technologies avancées que les pays en développement pourront effectuer le saut chronologique qui leur permettra de ne pas reproduire nos erreurs et de passer directement de techniques désuètes et polluantes à des processus « propres ». Il y a une certaine hypocrisie à dénoncer les atteintes à l'environnement commises par le Sud tout en édifiant, au nom de la propriété intellectuelle, un protectionnisme intransigeant sur nos avancées technologiques. Quand nous ne lui transférons pas, sans état d'âme, nos usines les plus obsolètes et les plus polluantes, voire les déchets ultimes dont nous ne savons que faire.

Sylvie Brunel, « Les ambiguïtés du développement durable », *Sciences humaines*, hors-série n° 49, juillet-août 2005.

DOCUMENT 2

Production d'électricité d'origine renouvelable en France (en milliards de Wh)*

	solaire	bois	biogaz	éolien	total
En 2000	3	1437	346	77	1863
En 2010 (prévisions)	17	1500	3000	8000	12517

Anne-Marie Sacquet, *Atlas mondial du développement durable*, Editions Autrement, collection Atlas/Monde, nouvelle édition 2003.

*Wh: watt-heure: mesure de la production d'énergie électrique

Note: Dans le cadre de la stratégie européenne sur les sources d'énergie renouvelable, la France devrait faire passer la production d'électricité d'origine renouvelable de 17% en 2000 à 21% en 2010.

DOCUMENT 3

Toute production n'est pas forcément polluante ou dégradante. Le produit intérieur brut (PIB), évalué monétairement, enregistre la croissance des activités de services, dont la pression sur les écosystèmes* n'est pas comparable à celle de l'industrie et de l'agriculture. La nature de la croissance importe au moins autant que son ampleur.[...]

L'utilisation planétaire des ressources doit être organisée de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels, et que les plus riches deviennent économes. Tout modèle imposé aux pays pauvres ne pourrait que détruire leurs racines culturelles et constituer un obstacle à un développement émancipateur. Dans les pays riches, il convient de penser les politiques en fonction de la transition à assurer.

Jean-Marie Harribey, « Faut-il renoncer au développement? », *Manière de voir, Le Monde Diplomatique*, n°81, juin-juillet 2005.

*écosystème: ensemble des êtres vivants et des éléments non vivants d'un milieu naturel.

DOCUMENT 4

Il faut réduire les émissions de gaz à effet de serre. (...) Trois solutions sont envisageables : la taxation qui, en augmentant les coûts, incite les utilisateurs à réduire leurs émissions ; l'obligation qui consiste à contraindre certains utilisateurs à réduire leurs émissions ; et enfin le marché, par le biais des quotas d'émission. (...)

Créez des droits de propriété là où n'existent que des biens publics* et tout ira mieux, (...) concluent Pascal Salin et les libéraux. (...)

La biodiversité, l'atmosphère, la couche d'ozone, l'eau... Transformer ces biens publics en marchandises n'est pas forcément impossible (...) mais on voit les conséquences : la capacité d'exclure ceux qui ne payent pas.

Denis Clerc, « Le marché peut-il sauver la planète ? », *Alternatives économiques*, Hors-série n°64, 2^{ème} trimestre 2005.

*bien public : bien à la disposition de tous

DOCUMENT 5

Classement des pays selon l'IDH	PIB/hab en PPA(a) en 2003	Croissance annuelle du PIB par habitant (%)		Année considérée pour la mesure de l'inégalité	Indice de Gini (b)	Consommation d'électricité par habitant (kilowatts/heure)	
		1975-2003	1990-2003			1980	2002
1. Norvège	37670	2,8	2,9	2000	25,8	22400	26640
10. États-Unis	37562	2,0	2,1	2000	40,8	10336	13456
16. France	27677	1,7	1,6	1995	32,7	4633	8123
63. Brésil	7790	0,8	1,2	2001	59,3	1145	2183
85. Chine	5003	8,2	8,5	2001	44,7	307	1484

Rapport mondial sur le développement humain 2005, PNUD, <http://hdr.undp.org>.

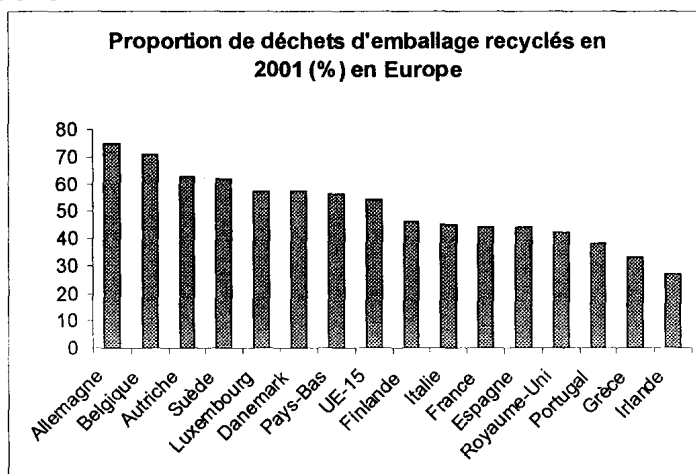
(a) PPA : parité de pouvoir d'achat

(b) L'indice de Gini mesure les inégalités d'ensemble dans la répartition du revenu ou de la consommation.

Le chiffre 0 correspond à l'égalité parfaite et 100 à l'inégalité parfaite.

Ici, la mesure des inégalités porte sur la répartition des revenus pour: Norvège, États-Unis, France, Brésil et sur celle de la consommation pour la Chine.

DOCUMENT 6



Agence européenne pour l'environnement, *Signaux de l'AEE 2004*, 1^{er} juin 2004, <http://www.eea.eu.int>

Objectif minimum en 2008 : 55%

Objectif minimal en 2001 : 25%

*Grèce, Irlande et Portugal ont reçu des objectifs inférieurs et des délais plus longs.

Les objectifs sont fixés par des directives européennes.

8. Fiches de lecture

8.1 Franck-Dominique Vivien, *Le développement soutenable*, La Découverte 2005, coll. Repères

L'auteur retrace l'émergence de la pensée du développement durable et les différentes pistes que les économistes préconisent pour l'atteindre ou pour bâtir une autre société. Le livre est structuré en 4 parties.

I- Le développement soutenable, au moins trente ans de débat

Halte à la croissance ? L'auteur commence par présenter les analyses de Meadows du début des années 70. Le développement et l'environnement doivent être traités comme un seul et même problème. La population et le capital doivent rester constants dans un monde en équilibre. Le développement reste possible par une consommation infinie de productions qui ne dégradent pas l'environnement : éducation, arts, religion, recherche fondamentale, sport, relations humaines. Des politiques volontaristes de redistribution des richesses à l'échelle mondiale sont nécessaires.

En juin 1972 se déroule la première conférence des Nations Unies à Stockholm « Une seule Terre ! », qui proclame la vulnérabilité de la planète et l'interdépendance des phénomènes qui s'y déroulent. Le P.N.U.E. voit le jour.

L'axe privilégié par le P.N.U.E. jusque dans les années 80 est l'écodéveloppement. Il repose sur 3 dimensions : l'autonomie des décisions, la prise en charge équitable des besoins, la prudence écologique. Dans un rapport qu'il dirige, J. Tinbergen (1976) insiste sur le fait qu'un jour le patrimoine commun de l'humanité, les ressources naturelles, techniques, scientifiques pourraient être gérées pour le bien de l'Humanité par des institutions internationales. Toutefois, l'urgence est que les États arrivent à subvenir à leurs besoins fondamentaux. Le rapport conseille ainsi l'accélération de la croissance et la libéralisation du commerce international. Les principes d'écodéveloppement seront progressivement délaissés au profit de la notion de développement soutenable.

La notion de développement soutenable se développe avec la prise de conscience de la nécessité de stratégies de conservation de la nature et la nécessité d'y faire participer localement les Hommes.

En 1983, les Nations Unies crée la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED) présidée par le premier ministre Norvégien Mme Brundtland, qui remet son rapport en 1987 : « Notre avenir à tous ». Les principaux constats sont que certains modes de développement dégradent l'environnement ; qu'un environnement dégradé peut bloquer le développement ; qu'il n'y a qu'une crise, car tous les problèmes sont liés, la solution est le développement soutenable. Il est considéré comme un processus dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique ainsi que les changements institutionnels sont déterminés en fonction des besoins actuels et à venir. Il affirme la nécessité d'une équité sociale entre les générations et à l'intérieur des générations. Il insiste sur la nécessité de respecter les systèmes naturels qui nous font vivre. Le rapport appelle de ses vœux une croissance de l'ordre de 5% à 6 % pour les PED et 3% à 4% pour les pays

développés, mais la qualité de cette croissance doit changer en utilisant des techniques moins consommatrices d'énergie et de matière et elle ne doit pas recourir à l'exploitation d'autrui.

En juin 1992, le sommet de la Terre à Rio, « Changer de cap » est un lancement médiatique par 108 chefs d'État et 172 États représentés de la notion de développement durable. Il reprend largement les thèmes de la conférence de Stockholm de 1972, mais la question démographique est moins présente, la référence à l'épuisement des ressources est presque absente, de même que le recours à la planification. Il lance un plan d'action (les agendas 21) et des conventions sur la biodiversité, le changement climatique puis la désertification.

En août 2002, le sommet de Johannesburg souhaite concrétiser les engagements pris plus tôt et insister sur le pilier social. Mais, il montre surtout les résultats décevants et les faibles objectifs chiffrés fixés.

En 1997, le protocole de Kyoto fixe un objectif de baisse de 5,2 % de l'émission de GES entre 2008 et 2012 par rapport au niveau de 1990. Pour atteindre cet objectif, il faut s'appuyer sur le commerce des permis d'émission et l'investissement des pays développés dans les PED dans des technologies faiblement émettrices de carbone.

II- La confiance de la théorie économique standard dans une croissance durable

Des années 30 aux années 70, les théories économiques prônent la croissance. C'est le cas des analyses de Keynes et des keynésiens, pour lesquels il est nécessaire de stimuler la croissance du fait de son instabilité, et des analyses néo-classiques. Solow montre que la croissance est possible et équilibrée sur le long terme grâce à l'accumulation du capital et au progrès technique.

La question de la soutenabilité apparaît lorsque Solow réagit au rapport Meadows. Pour que le bien-être des générations futures soit au moins égal à celui des générations présentes, il faut que le stock de capital (y.c. les ressources de la nature) reste intact d'une génération à l'autre. Le capital technique ou humain est substituable au capital naturel, il est donc une nécessité face à l'épuisement des ressources, il deviendra d'autant plus rentable que leurs prix augmenteront. Les rentes dégagées sur l'épuisement des ressources doivent être réinvesties dans le capital technique. Les générations futures devront s'accommoder des choix faits. Il s'agit ici d'une soutenabilité faible car peu contraignante pour le système économique.

Jusqu'à la fin des années 80, la croissance et le progrès technique paraissent aller dans le sens de la protection de l'environnement. Dans la seconde moitié des années 80 dominent les analyses de la croissance endogène à la suite des travaux de Romer (1986) et Lucas (1988). La croissance est entretenue par le progrès technique, la présence d'externalités positives non prises en compte par les agents rend inefficente l'allocation des ressources et nécessite alors une intervention de l'État. Selder et Song (1994) mettent en évidence de manière empirique une courbe de Kuznets environnementale : une hausse des émissions polluantes accompagne la hausse du revenu par tête, puis passé un seuil, les émissions polluantes diminuent. Cela s'explique essentiellement par la baisse de la part de l'industrie dans la production. Le développement durable est considéré comme une sixième étape de développement après les cinq étapes mises en évidence par Rostow. L'échange international va dans le sens de la protection de l'environnement car il permet d'augmenter les revenus et donc les dépenses pour

la protection de l'environnement. La spécialisation conduirait à réaliser les productions peu polluantes dans les PED et les productions polluantes dans les pays développés où il est possible de les encadrer.

La régulation par les prix doit permettre la protection de l'environnement. Les biens naturels sont en passe de devenir des biens économiques, mais l'absence de régulation conduit à une mauvaise allocation des ressources. Il s'agit donc d'étendre le domaine des relations marchandes en faisant basculer ces biens dans le marché et d'internaliser les externalités. Deux principes sont possibles : le prélèvement d'une taxe renchérit le prix des produits polluants (principe du pollueur-payeur) ou l'échange de droits portant sur l'usage des ressources et du milieu naturel (le rôle de l'État est alors de définir des droits de propriété).

III- Le développement soutenable grâce à une économie écologique

L'économie écologique est un courant de pensée qui réfléchit aux conditions d'insertion de l'activité économique dans la biosphère.

L'accent est mis sur les dimensions biophysique de l'activité économique. N. Georgescu-Roegen (1978) utilise les principes de la thermodynamique pour analyser les activités économiques. L'activité économique est source d'entropie car à partir de deux sources à basse entropie, l'énergie et la matière, elle génère des biens et services et des éléments à haute entropie, les déchets et autres rejets. L'objectif de soutenabilité se définit comme la non décroissance dans le temps du stock de capital naturel (d'où la nécessité de recyclage, d'épuration...) et la définition d'un stock de capital critique, c'est à dire des éléments dont les générations futures ne pourront se passer (auquel ne peut donc se substituer du capital technique). Il s'agit alors d'un principe de soutenabilité forte.

Sans exclure une action sur les prix, les économistes écologiques fixent avant tout des limites quantitatives et sont sceptiques vis-à-vis de l'internalisation des externalités. A partir des années 80, ils cherchent à définir une activité humaine optimale, une quantité optimale de capital créé par les Hommes, un niveau de vie et une taille de population jugés acceptables. Des règles de prudence sont établies :

- ⇒ Un taux de prélèvement des ressources naturelles égal au taux de régénération
- ⇒ Un taux d'émission de déchets égal à la capacité d'assimilation et de recyclage
- ⇒ Une exploitation des ressources naturelles non renouvelable égale à leur substitution par des ressources naturelles renouvelables.

En fait, il y a beaucoup d'incertitude et de controverses scientifiques, d'intérêts industriels, d'effets médiatiques et le jeu des acteurs dans les négociations fait apparaître des « conventions d'environnement », c'est-à-dire des cadres normatifs sur les objectifs, les méthodes... (Ex : les pluies acides et les pots catalytiques).

L'écologie industrielle cherche à étudier le « métabolisme industriel » et à modéliser les relations économie-ressources naturelles et s'inspirant des études de la nature. Les déchets d'une activité économiques doivent être échangés sur un marché et servir de matières premières à une autre

entreprise (exemple de la raffinerie de Kalundborg au Danemark). Les prix intègrent ainsi nécessairement les coûts de l'environnement.

IV- Le développement soutenable : un autre développement ou l'après-développement ?

Pour I. Sachs, la croissance ne conduit pas au développement, mais à la hausse des inégalités, au gaspillage, à la pauvreté... Il est nécessaire de la réorienter. L'écodéveloppement est, selon Sachs (1980), « un développement des populations par elles-mêmes, utilisant au mieux les ressources naturelles, s'adaptant à un environnement qu'elles transforment sans détruire ». L'objectif n'est pas la production et la demande, mais les besoins fondamentaux matériels et immatériels de tout Homme. Chaque société doit pouvoir définir un projet global en fonction de son système culturel. Les applications de l'écodéveloppement doivent être évidentes au niveau local et régional. Les technologies utilisées doivent être appropriées au contexte culturel, institutionnel et environnemental local.

Le courant de la « répartition environnementale » croise les analyses marxiste et structuraliste. J. Martinez-Alier (2002) poursuit les analyses d'A. Emmanuel et met en évidence un échange écologiquement inégal. Les prix des exportations des pays pauvres ne couvrent pas les coûts sociaux et environnementaux. Il critique le commerce international et propose de favoriser le commerce entre zones régionales. L'échange de droits à polluer, une nouvelle source de richesse, aura tendance à pousser les pays pauvres à les vendre à un prix faible.

Pour d'autres, la solution à l'épuisement des ressources passe par une décroissance durable et conviviale (S. Latouche 1994). Pour N. Georgescu-Roegen, la thermodynamique montre que les ressources s'épuiseront nécessairement (loi d'entropie). Il faut donc organiser une décroissance tout en augmentant le niveau de vie des plus pauvres. Pour I. Illich et A. Gorz, il est nécessaire de construire une société conviviale dans laquelle il serait défini des seuils de ce qui est « suffisant » tout en réduisant le temps de travail et en assurant un revenu suffisant indépendant du temps de travail.

8.2 Christian SCHNAKENBOURG et Alfredo SUAREZ, *Commerce mondial et développement durable*, Hachette Supérieur, 2008, 11,60 €

Seconde partie

Liens entre commerce international, croissance économique et développement durable.

Chapitre 3 : commerce international et développement durable

I) Évolution historique du débat : de la « protection de l'environnement » au « développement durable »

On distingue deux 2 périodes mettant en avant des problématiques différentes :

- jusqu'à la fin des années 80, on s'intéresse essentiellement aux risques et aux conséquences des barrières non tarifaires et des délocalisations industrielles vers des régions du TM désignées alors comme des « havres de pollution »
- à partir de 1992 et du sommet de RIO, on assemble ces thèmes à la question de la compatibilité entre libre échange et développement durable.

A) L'émergence du débat sur l'environnement à l'époque du GATT

1) 1971-1991 : commerce-environnement, les influences réciproques

Conférence de Stockholm (1972) qui se base entre autre sur un rapport du GATT « lutte contre la pollution industrielle et commerce international »

➔ Crainte d'un « protectionnisme vert »

De nombreux débats ont lieu sur cette question : au Tokyo round, les participants essaient de mesurer le degré d'obstacles que constitueraient les mesures environnementales (règlement technique et normes).

➔ Création d'un Groupe sur les mesures relatives à l'environnement et le commerce international. Le résultat fut un accord relatif aux OTC (obstacles techniques au commerce) ou « code de normalisation » et certains problèmes environnementaux ont été pris en considération dans les accords sur les services (AGCS), l'agriculture, les mesures sanitaires et phytosanitaires...

Certains PVD se plaignent alors que des produits interdits (pour raisons de santé ou de sécurité) soient exportés chez eux, faute de pouvoir les contrôler. Il faudra attendre 1989 pour créer le groupe de travail sur l'X de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses.

Exemple : le différend qui oppose en 1991 Mexique et USA sur la capture des thons qui entraînent aussi celle des dauphins. Embargo américain sur le thon mexicain, plainte du Mexique et le groupe donne raison au Mexique... ss publier la décision... Colère des écologistes qui voient là une nuisance des règles commerciales sur l'écologie....

Dans le rapport Brundtland, « Notre avenir à tous », en 1987, apparaît pour la première fois la notion de DD. Selon ce rapport, la pauvreté est un des principaux facteurs de dégradation de l'environnement et une croissance éco plus forte, stimulée par le commerce peut générer des ressources nécessaires à la lutte contre la « pollution, produite par la pauvreté. »

Dès lors, le Groupe s'est intéressé à 3 sujets :

- les conséquences des mesures environnementales comme par exemple **l'éco-étiquetage** sur le commerce international
- les règles du système commercial multilatéral et les dispositions prises en matière de commerce dans d'autres accords environnementaux multilatéraux (AME) comme par exemple les accords de Bâle sur les mouvements trans-frontières des déchets dangereux et leur élimination
- la transparence des réglementations environnementales nationales ayant des effets sur le commerce. Dès lors, la lutte contre la pauvreté, le développement durable et la protection de l'environnement semblent définitivement liés. (Agenda 21)

2) Bilan de cette période

La question des relations entre CI et environnement nous apporte 3 enseignements essentiels :

- pour protéger l'environnement et les ressources nécessaires à la vie, il faut une réglementation des échanges et du CI

- il faut une gestion supranationale et transférer aux PVD une partie du pouvoir pour pouvoir coopérer.
 - Le « **protectionnisme vert** » s'est renforcé au travers des barrières non tarifaires et les dimensions « propreté » ou « verte » des pays industriels sont lourdes « d'effets de domination écologiquement corrects » sur les PVD. **Effets d'éviction** sur le commerce de ceux-ci.
- Cependant il n'y a pas eu de migrations massives vers les « **havres de pollution** » des PVD.

B) Une nouvelle problématique : le DD

1) L'origine du concept

[...]

Connue de tous... et voir la fiche de lecture ci-jointe

➔ La **vision holiste** du développement est donc récente.

Jusque là les théories néo-classiques ou néo-keynésiennes du développement faisaient abstraction de la durabilité malgré la dégradation croissante de la planète. Le développement devait être un préalable à la diminution des inégalités. Tandis que, de leur côté, les courants environnementalistes incorporaient rarement les comportements socio-éco dans leurs analyses.

Dans les pays riches, cette problématique de DD ne s'est imposée vraiment qu'en 2005-2006 lorsque le changement climatique et la lutte pour la préservation de la planète sont devenus des créneaux porteurs (envolée des prix du pétrole...) La recherche d'une croissance durable a ouvert de nouvelles sources d'investissement : énergies renouvelables, matériaux de substitution, relance du nucléaire... Mais les agro-carburants sont en concurrence directe avec l'agriculture...!

On estime par exemple que la consolidation dans les pays émergents d'une demande solvable rendra enfin la voiture propre rentable.

Le thème du DD est complexe car il condense l'ensemble des problématiques des rapports Nord-Sud.

Le rapport STERN publié en octobre 2006 a calculé le coût du réchauffement climatique de 4° d'ici 2050 à 5000 milliards de \$ et le rapport du PNUD en 2007 estimait que les victimes de catastrophes climatiques (1 milliard de personnes presque toutes dans PVD) est deux fois plus élevée en 2000-2004 que dans décennie 90-80. Il faudrait 59 milliards d'€ d'investissement annuel pour mettre à l'abri des conséquences du réchauffement climatique.

2) Lutte contre la pauvreté et environnement durable

En clair : comment vaincre la pauvreté sans dégrader l'environnement ?

Outre le réchauffement, les difficultés environnementales sont la conséquence de la croissance phénoménale des pays émergents

En Chine par ex, 400 des 600 villes > 1M d'hab. manquent structurellement d'eau, 60% des cours d'eau souffrent d'une pollution de niveau 4 (échelle de 1 à 5), la pollution industrielle serait responsable de 750 000 décès prématurés.

Urbanisation : 14 des 17 villes > 8 M d'hab. sont des les PVD (transports, épuisement des ressources naturelles

Les PD sont responsables également à cause de leur consommation effrénée de produits fabriqués à bas coûts

La déforestation de l'Amazonie correspond à l'extension des plantations de sucre et de soja... pour le bétail et les carburants du monde entier.

Finalement, le cadre conceptuel du DD semble insuffisant pour analyser conjointement les politiques de lutte contre la pauvreté et de sauvegarde de l'environnement.

→ la pauvreté extrême dégrade autant que le haut niveau de consommation

L'arbitrage entre la maximisation des bénéfices sociaux et la minimisation de l'impact écologique indique que la durabilité de développement ne peut être atteinte qu'au travers d'un long processus. Et son application exige des ajustements stricts des systèmes de production et de consommation. Or, cette exigence va à l'encontre des objectifs sociaux de court terme.

[...]

II) L'OMC face aux enjeux du DD

A) Le DD, mission fondamentale de l'OMC

Le préambule de l'accord de Marrakech (avril 1994) stipule clairement que :

« les rapports dans le domaine commercial et économique doivent être orientés vers le relèvement des niveaux de vie...tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable, en vue à la fois de protéger et préserver l'environnement et de renforcer les moyens d'y parvenir d'une manière qui soit compatible avec leurs besoins et soucis respectifs à différents niveaux de développement économique »

→ l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de DD et la protection et préservation de l'environnement sont donc des missions fondamentales pour l'OMC

→ les principes généraux qui sous-tendent les règles de l'OMC (non discrimination, transparence et prévisibilité) fixent le cadre dans lequel les États mb peuvent élaborer et mettre en œuvre des mesures de DD

En outre, les accords spécialisés de l'OMC comme ceux sur les obstacles techniques au commerce (OTC) qui fixent les réglementations sur les produits et ceux sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (qui portent sur l'innocuité des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux) offrent un champ d'intervention important.

L'OMC assure ainsi un équilibre entre droits des États de prendre des décisions et droits des autres États membres à contester ces mesures. L'ORD a eu à régler un certain nombre d'affaires concernant l'environnement (les tortues de mer, le refus français d'importer de l'amiante....)

Le cycle de Doha est le premier cycle où les questions d'environnement sont discutées lors de négociations commerciales multilatérales... pour les seuls signataires de Kyoto.

« L'Agenda du millénaire » adopté au sommet de Monterrey au Mexique en 2001 comporte 8 objectifs qui devraient être atteints à l'échéance 2015... !!!

Le cycle de Doha met donc à l'épreuve la capacité de l'OMC à agir en matière de DD !

OBJECTIFS DE MILLENAIRE (ODM)

- Réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ainsi que celle souffrant de la faim.
- Assurer à tous les enfants un cycle complet d'études primaires
- Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire à la fin 2005 et si possible, à tous les niveaux de l'enseignement à fin 2015
- Réduire des deux tiers le taux de mortalité des enfants de cinq ans
- Réduire des trois quarts le taux de mortalité maternelle
- Stopper la propagation du sida et inverser la tendance actuelle. Maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies
- Assurer un environnement durable en intégrant les principes de développement durable dans les politiques nationales. Réduire de moitié la population n'ayant pas accès à un approvisionnement d'eau potable salubre et à des services d'assainissement de base.
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Cela implique notamment de poursuivre la libéralisation du système commercial et financier sur la base des règles non discriminatoires, un traitement spécifique en faveur des PMA, un traitement global de la dette des PVD et une augmentation de l'APD.

Mais derrière les produits qu'on échange se cachent aussi des « **valeurs** » qui peuvent ou non franchir les frontières.

Ex : les négociations commencées avant Doha sur la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction... L'OMC peut-elle suspendre les droits de commercialisation d'une nation parce qu'elle refuse d'accepter les valeurs propres à une autre nation (la commercialisation d'espèces menacées par exemple) ? Le danger est donc la généralisation des restrictions au commerce au nom de la morale ce qui à terme paralyse le commerce mondial.

Pour cela... il faudrait la création d'une gouvernance mondiale relative à l'environnement !

B) Crise alimentaire et retour du protectionnisme agricole

La hausse des prix agricoles mondiaux (35% en moyenne en 2007-2008) mais 120% pour les céréales et 80% pour le riz) a provoqué 2 conséquences :

- *des émeutes de la faim sur tous les continents et des mesures d'urgence pour 100 Millions de personnes*
- *la remontée des barrières protectionnistes sous la forme de quotas ou de taxes d'exportation dans plusieurs pays (Argentine, Égypte, Inde, Vietnam, Ukraine...)*

➔ Les raisons structurelles sont nombreuses (croissance démographique, diversification des habitudes alimentaires, urbanisation qui provoque la réduction des terres cultivables, réchauffement climatique qui aggrave les sécheresses et la désertification en Afrique... et les politiques publiques qui ont mis en jachère 10% des terres cultivables en Europe depuis 1992 !)

➔ Sur fond de crise alimentaire, l'agriculture devient l'un des enjeux majeurs des négociations multilatérales. Le concept **d'autosuffisance alimentaire**, redevient un concept clé. Les discussions n'ont pas pu aboutir pour le moment et les discussions au niveau européen sont animées sur la PAC : faire confiance au marché – en période de hausse des prix, c'est un avantage pour les agriculteurs et le protectionnisme agricole organise la pénurie - ou au contraire renforcer les préférences communautaires, on parle désormais de « **nouvelles préférences** » pour pouvoir imposer des **normes sanitaires et environnementales**.

C) Sécurité alimentaire, fondement du développement durable

Alors que 75% des pauvres de la planète habitent en zones rurales, l'agriculture ne reçoit que 4% des investissements publics et 4% de l'aide au développement. La crise alimentaire de 2008 s'explique en grande partie par l'absence de moyens.

Or l'autosuffisance alimentaire ne figure pas dans les objectifs du millénaire.

L'abandon des cultures vivrières en Afrique au profit des cultures d'exportation (arachide, café, cacao, coton...) a évincé l'agriculture traditionnelle... et le même phénomène est en train de se produire avec les biocarburants.

Au-delà de l'échec des cultures d'X, concurrencées par les agricultures subventionnées du nord (ex : le coton) les habitudes alimentaires ayant changé, les céréales traditionnelles de l'Afrique (mil, sorgho ou manioc) ont été délaissées au profit du blé... et quand les prix du riz et du blé flambent, il n'existe plus d'alternatives pour les plus pauvres.

L'expérience montre pourtant qu'en Afrique, une parcelle de 1000 m² peut assurer la prospérité d'une famille par la vente de 3 ou 4 cycles de légumes par an. Il faut pour cela peu de mécanisation et un marché local proche.

La hausse des prix alimentaires a donc fait resurgir le débat entre tenants du libre échange et du protectionnisme en matière agricole.

Les ex de la Chine, de l'Inde ou du Vietnam montrent que l'agriculture est un élément clé du développement et que la création d'industries agroalimentaires peut constituer une première étape vers une économie plus industrielle.

La demande mondiale de produits alimentaires va plus que doubler d'ici 2050 et l'avenir de l'agriculture passe par un rapprochement avec l'industrie.

L'Inde par ex perd 30% de ses récoltes (faute d'une transformation sur place et devient de nouveau importateur net de céréales.

Mais cette agriculture ne peut se développer que si les barrières douanières des pays développés sont levées.

D) Croissance économique et protection de l'environnement

Les propositions des pays développés visent à faire de la protection de l'environnement une **question horizontale** concernant l'ensemble des négociations ce qui permettrait d'intégrer des considérations environnementales supplémentaires dans le système commercial multilatéral.

Mais pour beaucoup de pays du Sud, l'amélioration de l'environnement ne se fera pas sans croissance économique.

Inutile de se focaliser sur la Chine ... même si elle est maintenant le premier émetteur de gaz à effet de serre (GES) ... c'est du côté du doublement de la population africaine d'ici 2050 qu'il faut se tourner.

C'est la pauvreté rurale qui entraîne la dégradation de l'environnement.

Les énergies renouvelables représentent aujourd'hui 13.1% de l'approvisionnement mondial en énergie primaire... mais les vraies renouvelables n'en représentent que 2.7% (éolien, solaire, hydraulique, géothermique)... et le reste vient de la combustion du bois et des déchets. Les pays du Sud sont peu consommateurs d'énergie fossile mais la consommation de bois pose autant de problèmes environnementaux que celle du pétrole : la déforestation massive peut conduire à un « pic du bois » avant même que ne soit atteint le « pic de production de pétrole »

Les questions liées à l'environnement sont par nature **transfrontalières** et requièrent une coordination régionale.

Deux sujets dominant ce débat :

- la gestion de la **biodiversité** : quel arbitrage faire entre droits de communautés et droits privés, entre souveraineté nationale et /ou mondiale quant à l'accès, l'utilisation et le partage des bénéfices provenant de la commercialisation des produits issus de la biodiversité.
- La **protection de la biodiversité** : quel régime d'appropriation conférer à la biodiversité entre les brevets, l'appropriation collective et/ou un système sui generis ?

De nb solutions sont proposées :

- la convention sur la diversité biologique (CDB) signée par la plupart des pays africains alors que les USA n'y ont pas adhéré reconnaît la souveraineté de chaque État sur ses ressources biologiques
- la convention de l'UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales) introduit la protection des obtentions végétales par un droit de propriété intellectuelle

Cette pluralité d'instruments crée une imbrication de normes environnementales parfois contradictoires.

Ex : le concept de droits des agriculteurs a été développé en réaction à l'insistance des PD d'exclure les variétés végétales du champ d'application du principe du patrimoine commun de l'humanité. Du coup, les variétés locales « indigènes » ne peuvent remplir les conditions de brevetabilité alors qu'elles résultent souvent de longues années de sélections conduites de génération en génération par les agriculteurs.

La conclusion du cycle de Doha devrait théoriquement entraîner des avancées considérables pour l'environnement et le commerce.

Les négociations de Doha sur les biens et services environnementaux devraient bénéficier aussi bien à l'environnement qu'au commerce et les outils que constituent les règles de l'OMC pourraient s'avérer utiles dans la lutte contre le changement climatique.

Par exemple, les débats sur les **écotaxes** à l'importation sont symboliques de l'imbrication de l'environnement et du commerce.

Cependant, l'OMC ne peut apporter qu'une partie de la réponse au changement climatique. Un accord sur le sujet ne peut être conclu dans le cadre de l'OMC mais par une **nouvelle institution internationale** chargée de ces négociations au sein des Nations unies. Il faudrait ensuite des négociations multilatérales des gros pollueurs et un accord pour permettre à l'OMC de traiter des **externalités environnementales négatives**. L'OMC dispose de règles concernant les normes de produits, les subventions, la propriété industrielle, les taxes mais ces outils auraient besoin de suivre des **paramètres environnementaux** que seule peut fixer la communauté internationale. En l'absence de ces paramètres, aucune négociation commerciale multilatérale ne pourra aboutir en matière environnementale.

Certains pays émergents auraient beaucoup à gagner de telles règles puisque d'ores et déjà ils sont bien positionnés sur des « **Biens environnementaux** ».

- *l'Indonésie figure par exemple parmi les 10 premiers Xteurs mondiaux de condenseurs de vapeur*
- *l'Inde figure parmi les 10 premiers Xteurs mondiaux de turbines hydrauliques*
- *La Malaisie figure parmi les 5 premiers Xteurs mondiaux de cellules photovoltaïques*
- *Thaïlande figure parmi les 10 premiers Xteurs de machines à filtrer et purifier les gaz.*

Le cycle de Doha permettrait donc d'ouvrir les marchés pour les technologies et les services écologiques mais seules des réglementations environnementales internationales pourrait orienter la demande de ces B&S !

L'évolution du débat montre la nécessité de renforcer la coordination entre l'OMC, la CNUCED, le PNUE et d'autres organisations.

L'avantage de l'OMC est son ORD, ses moyens juridiques de contrainte. L'OMC n'est pas la réponse aux problèmes environnementaux mais elle est incontournable.

On sait que l'environnement est un bien public mondial ce qui implique une gestion multiforme et pluridisciplinaire.

Il faut gagner sur les trois tableaux : du commerce, de l'environnement et du développement. Tel est l'enjeu majeur des négociations sur les liens entre développement durable et commerce international.

E) Délocalisation industrielle et normes sociales

Les zones franches d'exportation (ZFE) sont le résultat d'une politique de croissance et de développement par les X en cherchant à attirer des K étrangers. Ces ZFE qui dérogent aux règles sociales, fiscales et environnementales ont provoqué de nb débats et les rapports de l'OIT relèvent de nombreuses violations des normes fondamentales de travail dans ces ZFE en particulier en matière de droit syndical.

De nombreux PVD craignent l'instauration de **nouvelles barrières protectionnistes** et considèrent que le progrès de leurs normes sociales ne peut venir que de leur développement économique.

Le commerce international remet en cause les divergences entre principes fondamentaux de l'organisation sociale des différents pays.

Ex : le travail des enfants. On ne peut accepter l'importation de produits qui y ont recours mais en même temps on ne peut forcer des États souverains à accepter les réglementations d'autres pays.

→ Il faut donc éclaircir les **liens entre commerce international et normes sociales**. L'OIT élabore des principes fondamentaux qui gouvernent l'activité de l'être humain au travail. L'OMC doit traiter de l'articulation de ces normes avec les disciplines du commerce international. Cette question est très controversée. Les accords de l'OMC ne portent sur aucune norme fondamentale de travail.

Pour de nombreux pays, il n'appartient pas à l'OMC de débattre de cette question qui ne serait qu'« un rideau dissimulant des intentions protectionnistes ». Certains PVD pensent que c'est une remise en cause de leur **avantage comparatif** d'ordre commercial découlant de faibles coûts salariaux.

F) Des lacunes institutionnelles de l'OMC

Elles sont nombreuses :

- il faut redéfinir la notion « **d'exception au libre échange** » et notamment des exceptions à la propriété intellectuelle → débat sur les génériques et procès brésilien et sud-africain sur les médicaments concernant la trithérapie du SIDA.

Le Brésil a utilisé la clause de « l'extrême urgence » pour pouvoir s'octroyer une licence, c'est-à-dire le droit à produire une molécule, y compris contre la volonté du détenteur du brevet. L'Afrique du Sud a été autorisée à importer une molécule brevetée, même sans l'accord de son propriétaire pour profiter d'un prix plus intéressant.

- L'**ORD** marque l'émergence d'un droit international en matière commerciale. Même si sa configuration pénalise les plus pauvres, c'est la première fois que les « petits pays » peuvent se retourner contre les « grands ».

Cependant l'OMC convoque de plus en plus des réunions restreintes – ex celle pour aboutir à un accord sur l'agriculture de mai 2008 – et donc, que peuvent des PMA face à des décisions qui sont discutées dans ce cadre même si l'ORD leurs donne raison des années plus tard ? Quels sont alors leurs pouvoirs de rétorsion ?

- Le problème de **l'harmonisation des normes internationales** ? Il faut créer une instance en matière d'environnement mais l'OMC a au moins l'ORD alors que l'OIT n'a rien.

Le problème de la gouvernance macroéconomique dépasse la question du DD et l'impasse des négociations actuelles traduit l'évolution des relations économiques internationales où les grandes puissances continuent d'évincer l'OMC à travers la **signature d'accords bilatéraux ou régionaux**.

Si rien n'est fait, les institutions internationales actuelles vont vite devenir inefficaces.

La crise mondiale actuelle condense les problématiques du DD et de la gouvernance macroéconomique mondiale. Les symptômes de la crise subie depuis 2007 et accélérée en 2008 sont à la fois financiers, monétaires, économiques, alimentaires, énergétiques et écologiques. Ces symptômes sont les premières matérialisations d'une mutation majeure de l'économie mondiale : la montée en puissance de pays (Chine, Inde, Brésil, producteurs de pétrole) dotés de leur dynamique propre qui engendre un monde multipolaire dans lequel les interactions entre les phénomènes économiques locaux complexifient la situation économique globale. Les firmes de ces nouveaux acteurs chercheront à leur tour les coûts les plus bas au niveau mondial (« la Chinafrique » actuelle en est un exemple) et les rendements les plus élevés, au détriment de l'environnement, des droits sociaux et de la stabilité économique des populations locales. La dépendance énergétique, le danger environnemental, les besoins d'infrastructure ne présagent pas d'une croissance harmonieuse en Inde, Chine ou Brésil alors que ces nouveaux acteurs revendiquent un rôle accru dans les organisations internationales comme l'ONU, le FMI ou l'OMC.

Le **chapitre 4** s'intitule : « **Multilatéralisme et régionalisme : les limites de l'intégration commerciale** »